

Quand est-ce que la grenadine a remplacé le Molotov ?

“La violence aux mains du peuple n’est pas la violence, mais la justice.”

Kery James

Lors de la formation HETS en orientation animation-socioculturelle, le lien entre militantisme et animateur.trice est fortement présent. D’un côté descendant d’un mouvement défini par S. Alinsky comme étant "Community Organizer", et en France on présente plus dans les écrits avec l'idée d'Education Populaire, une éducation qui se veut en dehors des structures éducatives institutionnelles, visant l'amélioration du système social par l'implication de la population dans la vie citoyenne. L’animation est ainsi décrite comme un des outils qui mènera au soulèvement du peuple contre les oppressions dont il est victime.

A Genève, dans un contexte de travail professionnel, au sein d'une maison de quartier par exemple, on "développe la citoyenneté et l'esprit critique" des jeunes majoritairement, avec beaucoup d’appui théorique mais quel impact cela a-t-il ? Le.la travailleur.euse social.e du 21e siècle est-il encore militant.e, et de quel militantisme parle-t-on ?

L’héritage de Gillet (Gillet, Animation et animateurs : le sens de l'action, l'harmalton, 1995)

Gillet propose une analogie entre la fonction d’animateur.trice et un jeu de carte en 3 niveaux qui me paraît fort intéressante :

- Premier niveau : informer les acteurs pour qu'ils puissent jouer,
- deuxième niveau : leur permettre de participer au jeu, en vue de gagner,
- troisième niveau : les faire accéder, si possible, au changement de règles du jeu.

Ainsi pour mettre cela dans le contexte d'une organisation communautaire, j’ai choisi de présenter le type d’action que Saul Alinsky réalisait autour de Chicago. Il s'installait dans une ville, le temps de rencontrer la communauté, d'identifier un problème commun (étape 1, on met au clair le cadre), par exemple les agents immobiliers peu scrupuleux. Puis de trouver des leaders (community organizer) qui suivent et animent le mouvement (étape 2, on permet au peuple de participer). Ils.elles pourront lancer avec eux quelques actions (étape 3, on change les règles) à travers des manifestations ou du boycott, et change de ville pour aller faire pareil ailleurs. Alinsky aimait à dire qu’un.e animateur.trice devait rester pas plus de 6 mois dans une ville, notre rôle est seulement de donner les outils et l’impulsion au peuple.

Le but de l'animation, à ce moment-là, est d’être ce levier qui permet aux citoyen.ne.s d’ajuster leur société comme ils.elles l’entendent. C’est mobiliser le peuple à prendre possession de son pouvoir d'agir, de se lier contre chaque injustice, comme le nomme Keny Arkana : "Y'a quelque chose, une injustice quelque part : On descend tous Y'a un problème quelque-part ; On descend Tous" (Keny Arkana, Désobéissance civile, 2008)

Genève Aujourd’hui

Mais aujourd’hui à Genève l’Animation s’arrête à la 2ème étape. On informera par exemple les jeunes sur leur droit au logement, on les aidera dans la démarche, et on s’arrête là. Pas

question d'occuper un bâtiment dans le but de l'habiter, comme l'a fait le collectif Jean Dutoit à Lausanne par exemple¹. L'animateur.trice a un rôle de facilitateur.trice entre l'état et la population, c'est à lui que revient le rôle de jongler entre les politiques et les besoins du public. Mais toujours en restant dans le cadre que nous impose la loi.

¹ <https://www.reiso.org/actualites/fil-de-l-actu/2529-rapport-du-collectif-jean-dutoit-sur-les-migrants-a-lausanne>

Certains en ont marre de ce rôle d'agent de l'état. Lors du réaménagement du quartier des Libellules par exemple, on observe d'un côté les animateur.rices récoltant les demandes des habitant.e.s, tout en sachant que certaines seront impossible. On en arrive à ce que les habitant.e.s du quartier rejettent l'animateur.rice, et souhaitent s'organiser entre eux uniquement.¹

Là vient la volonté du public de s'autogérer. On retrouve dans l'historique de Genève, que la volonté initiale soit que les espaces d'échanges et de rencontres, tel que les MQ, se devait d'être animé par des indigènes du quartier :

« Il ne faut pas que l'organisme central tue ou se substitue au dynamisme du quartier ou de la commune. Le centre doit être administré par des éléments représentatifs et dynamiques du quartier ou de la commune. ». Foëx et al 1962

Plutôt que de devoir créer de nouvelles structures spécifiques, l'état préféra institutionnaliser les associations déjà établies dans les quartiers. Une des manières les plus douces pour cette transition fût d'offrir des subventions et de proposer du personnel rémunéré.

Un acte bien généreux d'un état qui le justifiait par la crainte que le mouvement des « blousons noirs »² qui commençait à inquiéter le pouvoir. Une des idées derrière cette démarche était bien de faire mainmise sur les associations de quartiers. 50 ans plus tard l'état se frotte les mains, on a même créé un organisme pour contrôler toutes ses associations : la FASE³.

En ajoutant à cela la professionnalisation du métier, on observe un glissement aujourd'hui à une majorité d'étudiant.e.s blanc.he.s, issu.e.s de classes moyennes, dans un cursus scolaire de plus en plus intellectuel. N'étant pas indigènes au quartier et n'ayant pas les mêmes habitus que les jeunes dont ils.elles vont s'occuper au sein des MQ. On se retrouve avec des « expert.e.s » du travail social, formé sur comment créer une cohésion sociale sous les diktats de l'état. Ceci est bien prévisible et légitime étant donné que c'est l'état qui finance l'école. Nous nous trouvons bien loin de l'époque où l'IES était autogérée ? 4

¹ Constat tiré de « L'eau va au moulin » I. LAMM, A. PITTET & J. VELLETRI

² Pour mieux définir les blousons noirs je citerai Laurent Mucchielli et Marwan Mohammed : « Combinant les angoisses provoquées par l'augmentation des statistiques de la délinquance juvénile, les fantasmes suscités par les bandes de jeunes et les craintes générées par l'émergence d'une émancipation de la population adolescente, le phénomène

blouson noir traduit les inquiétudes de la société vis-à-vis de sa jeunesse. Il sert aussi de réceptacle aux peurs de Français confrontés à la modernisation économique, à l'américanisation de la société et à la transformation de la structure urbaine du pays, chamboulée par la construction des grands ensembles »

³ Rien n'est tout noir, la FASE a aussi permis de valoriser la profession d'Animateur.trice, et permet de s'organiser en grand groupe pour avoir toujours plus de poids. Je pense que son rôle dans les MQ à Genève est comparable à celui de la Cigue pour le milieu squat (offrir une alternative légale intéressante à l'état, l'association va ainsi s'occuper de faire le lien entre futur locataire et propriétaire de maison vide/abandonnée. Ainsi les maisons vides sont gérées par la Cigue pour l'état. On ajoute à cela la mode des coopératives et on enterre un mouvement fort de 120 Squats dans les années 90.) Elle permet à l'état de calmer un mouvement qui commence à le menacer, en lui donnant du confort. (Jacques Ion l'explique dans son introduction de « La fin du militantisme »)

4 L'Ecole de service social (membre des IES) fût autogéré de 1969 à 1974, jusqu'à ce que l'état décide que les récents diplômés ne s'intègre pas dans leur professions d'Assistant.e.s sociaux.ales (Ils.Elles ne savent plus faire ce pourquoi ils.elles sont engagé.e.s, ils.elles passent plus de temps à discuter du fonctionnement du service plutôt qu'à travailler efficacement, ne sont pas prêt à se confronter aux contraintes de la société (hiérarchie notamment).

Que faire ?

Peut-être qu'il est temps d'imaginer quelque chose de plus grand, de se préparer à ce qui va suivre. L'ensemble de notre société est basé sur l'argent et c'est de là qu'émerge les problèmes que tente de panser l'animateur.trice : la rupture social, la pauvreté, le rejet, les inégalités sociales. Ces idées n'engagent que moi, elles viennent de mon impression que nous n'arriverons pas à un changement structurel suffisant avec des coopératives et de la permaculture.

Selon moi, il faudra attendre le point de chute de la société capitaliste qu'on connaît aujourd'hui pour voir un changement conséquent. Une étude du Centre de vols spatiaux Goddard de la Nasa nous l'affirme : « Les élites consomment trop, ce qui conduit à une famine parmi les roturiers, ce qui finalement cause l'effondrement de la société »¹

En conclusion, l'animateur.trice aujourd'hui a adopté une forme de militantisme « lisse », il.elle porte un héritage engagé mais avec la professionnalisation et la dépendance envers l'état il.elle reste dans le cadre qui lui a été assigné.

Mais si on part du constat que la société tel qu'on la connaît s'effondrera de toute façon, apprenons à d'ores et déjà à reconstruire. L'animateur.trice pourra prendre une place importante dans ce monde de demain, il.elle est capable de gérer des équipes, d'identifier les besoins du peuple, de faire les liens entre les différents acteurs.trices, d'avoir tout une boîte à outils (Diagnostic en marchant, pour se réapproprié l'espace public, joker du Théâtre de l'opprimé comme animateur.trice de débat public, pour calmer les potentiels problème de groupe, thérapie de groupe, pour discuter « à froid » de problème) pour reconstruire une société plus juste pour tous et toutes.. Je ne veux pas mettre

l'animateur.trice sur un piédestal mais je pense honnêtement que nous aurons un rôle important à jouer.

¹Frank Fenner sees no hope for humans, Cheryl Jones, The Australian, 16 juin 2010.

Thomas Muza

Bibliographie :

Keny Arkana, Désobéissance civile, 2008

Gillet Jean Claude Animation et animateurs : le sens de l'action, l'harmalton, 1995

Manuel de l'animateur social, Saul alinsky, Edition du Seuil, 1971, page 24-28

L'animation dans les quartiers menacés par la nouvelle gestion publique, Jean-Marc Goy, Pierre Varcher Carrière sociale édition, 2014

Laurent Mucchielli et Marwan Mohammed, Les bandes de jeunes. Des « blousons noirs » à nos jours, La Découverte, 2007, p. 64

Jacques Ion, La fin des militants, édition de l'Atelier, 1998

Autogestion d'un lieu de formation, Françoise Costes, Juin 1976